

Vaccination obligatoire en Allemagne : le Bundestag piétine

écrit par Nicolas Faure | 2 mars 2022





En Allemagne, le sujet brûlant de la vaccination obligatoire contre le Coronavirus soulève bien de questions. Est-elle justifiée pour endiguer définitivement la pandémie Covid ?

Même au Bundestag, le débat sur le sujet n'est pas simple.

C'est donc le 26 janvier dernier, au cours de ce qui ne reste encore qu'un « débat d'orientation », qu'une quarantaine de parlementaires allemands de différents partis ont eu l'occasion, dans une atmosphère parfois très houleuse et controversée, de présenter leurs points de vue sur la question de la vaccination obligatoire, et de l'évolution de la crise sanitaire en Allemagne.

En ouverture du débat, les vice-présidentes des groupes parlementaires du SPD et des Verts, Dagmar Schmidt et Kirsten Kappert-Gonther, se sont déclarées favorables à une vaccination obligatoire à partir de 18 ans.

Pourtant, la question divise beaucoup : jusqu'au sein même de la « Ampelkoalition » d'Olaf Scholz, qui s'est tout dernièrement prononcé en faveur d'une vaccination obligatoire, alors qu'il se disait opposé à toute forme d'obligation avant son élection à la chancellerie.

Ce dernier n'ayant d'ailleurs pas encore soumis de proposition de loi sur la question de la vaccination obligatoire, ce sont les députés de la CDU et de la CSU qui en ont profité, lors de la séance plénière, pour insister sur le fait que le gouvernement ne semble pas capable, ou enclin à présenter son propre projet de loi, se bornant à laisser les seuls députés décider.

Jusqu'à ce jour, il n'existe légalement aucune base juridique pour instaurer une obligation générale de vaccination.

Celle-ci doit être décidée par le Bundestag. A cette heure, trois scénarios sont envisagés :

–Une obligation générale de vaccination pour tous les adultes à partir de 18 ans.

–Une vaccination obligatoire des adultes à partir de 50 ans. Pas de vaccination obligatoire pour tous.

Tout d'abord, le ministre fédéral de la Santé, Karl Lauterbach (SPD), a plaidé en tant que député, et non en tant que ministre, pour ce qu'il appelle « *une vaccination obligatoire qui permettrait de tous nous protéger, globalement* ». « *Cinq à six mois seraient nécessaires pour mettre en œuvre la vaccination obligatoire. Nous serions donc prêts pour l'automne, si la décision est prise aujourd'hui.* » Nous devons agir », a déclaré Lauterbach. « *Sinon, il ne sera pas possible de revenir à une vie normale.* »

-Si le SPD et les Verts semblent pouvoir s'entendre sur une obligation de vaccination, les libéraux du FDP, en revanche,

restent plus réticents sur la question, avançant qu'une telle mesure, une fois appliquée, représenterait une menace, relativement à la question de la liberté de conscience.

« La protection de notre santé est un bien précieux, mais le bien le plus précieux de notre Constitution, c'est et cela reste la liberté », a affirmé Christian Lindner, leur chef de file et actuel ministre des Finances.

-Toujours au FDP, le professeur Andrew Ullmann a plaidé pour une approche plus graduée :

“Dans un premier temps, tout devrait être tenté pour convaincre les citoyens, a déclaré Ullmann. C'est pourquoi je propose une consultation d'information obligatoire. Selon lui, il y a “beaucoup de personnes non vaccinées qui peuvent encore être convaincues. “Si le taux de vaccination souhaité ne devait alors pas être atteint, je serais alors favorable à une obligation de se faire vacciner à partir de 50 ans. Cela serait plus raisonnable que de faire intervenir l'État de manière trop autoritaire”.

Enfin, seuls réfractaires à toute obligation, la gauche et l'AfD.

Matthias W. Birkwald (Die Linke) a mis l'accent sur la libre décision du peuple. Il a aussi souligné : *une raison essentielle pour laquelle je refuse de donner mon accord à une vaccination obligatoire générale est le fait que, chez un petit nombre de personnes, la vaccination peut entraîner la mort.*

Quant à la droite populiste de l'Alternative für Deutschland, elle rejette « totalement » l'obligation de vaccination, tant pour certains groupes professionnels que de manière générale. Alice Weidel, a mis en garde : *« Si l'État s'arroge le droit de décider du corps de ses citoyens, c'est une rupture élémentaire de civilisation ».* Il n'y a aucune justification à une vaccination obligatoire : « ni sur le plan médical, ni

sur le plan éthique, ni sur le plan juridique, pour tous ou même pour certains groupes. Vouloir obliger les gens à se faire vacciner est une transgression scandaleuse. »

De toutes les manières, le gouvernement semble espérer qu'une décision sera prise d'ici la fin mars. il faudra certainement attendre jusqu'à l'été, avant qu'une éventuelle obligation de vaccination n'entre effectivement en vigueur.

Pendant ce temps, et hier soir encore, des milliers de personnes continuent à manifester dans de nombreuses villes d'Allemagne contre les mesures de restrictions sanitaires et la vaccination obligatoire.